

Les relations Chine-Russie vues de Moscou : variable de la politique étrangère ou réel partenariat stratégique ?¹

Une version de ce texte a été publiée in Les Cahiers de Mars, n° 183, 1^{er} trimestre 2005, pp. 100-110

La Russie, au cours du premier mandat de Vladimir Poutine, a restreint le recours, dans son langage diplomatique, au thème de la multipolarité. Largement associé aux logiques visant à faire contrepoids aux Etats-Unis dans les années 1990, il est en effet jugé contre-productif par le « nouveau » Kremlin, désireux de renforcer les coopérations avec pays et organisations occidentaux, ce qu'il aborde comme une condition *sine qua non* pour affirmer le rôle de la Russie dans la vie politique et économique internationale. La Chine, dans les années Eltsine, avait été un appui de premier plan pour une diplomatie russe très largement motivée par l'ambition d'amoindrir l'emprise américaine sur les affaires internationales. Si, sous Poutine, l'atténuation apparente de cet objectif dans la politique étrangère n'a pas mis en cause le partenariat stratégique avec Pékin, proclamé en 1996, la Russie, toute à son projet de rapprochement et de coopération avec l'Occident, a semblé lui consacrer moins d'attention et d'énergie.

Un an après le début du second mandat de Vladimir Poutine, la donne diplomatique russe s'est de nouveau modifiée. La communauté euro-atlantique, confrontée à un regain de tensions avec Moscou, tend à interpréter les initiatives sino-russes dans le prisme de la volonté éventuelle du Kremlin d'utiliser la « carte chinoise » pour conforter sa position face à des partenaires occidentaux jugés insuffisamment ouverts aux intérêts russes. Mais dans des conditions *a priori* proches de celles qui avaient contribué à amener Moscou à resserrer fortement et profondément ses liens avec Pékin dans la décennie 1990, la Russie cache mal son trouble face au dynamisme économique et militaire de son voisin chinois, désormais membre de l'OMC et bénéficiant d'une visibilité internationale croissante. Ce trouble constitue un facteur majeur de ce qui reste l'ambivalence du positionnement de Moscou dans ses rapports avec la Chine.

Un partenariat politique stable mais prudent

Au lendemain de l'éclatement de l'Union soviétique, sur la base d'une réconciliation engagée par Mikhaïl Gorbatchev lors de sa visite en Chine en mai 1989, Moscou et Pékin ont travaillé à régler leurs différends territoriaux. Des accords frontaliers ont été signés en 1991 et 1994, qui délimitent les sections orientale et occidentale de la frontière, longue de 4 300 kilomètres. Les deux pays partagent en effet l'objectif de cultiver entre eux un climat détaché de tout

¹ Isabelle Facon, Chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique ; Enseignante au Collège Interarmées de Défense et à l'Institut Catholique de Paris.

esprit conflictuel ; il s'agit pour les deux nations de ne pas disperser inutilement leurs ressources, dont elles jugent qu'il est nécessaire de les consacrer en priorité à leur développement interne et à des menaces de sécurité plus urgentes. La Chine et la Russie n'ont maintenu qu'un nombre restreint de forces militaires à la frontière commune, forces dont il est souligné que leur vocation est purement défensive. C'est dans cette même logique que le 3 septembre 1994, les deux nations ont signé un accord par lequel elles s'engagent réciproquement au non-emploi en premier de l'arme nucléaire et au déciblage mutuel de leurs armements nucléaires stratégiques. Le Traité d'amitié bilatéral signé en juillet 2001 exprime le rejet par les deux parties du recours à (ou de la menace du recours à) la force dans les relations bilatérales, ainsi que leur intention de résoudre leurs différends exclusivement par des voies pacifiques, en accord avec la Charte de l'ONU et autres normes du droit international (article 2). Le Traité indique qu'aucun des deux pays ne nourrit de prétention territoriale envers l'autre (article 6), et appelle à l'adoption de « *mesures visant à augmenter la confiance entre [leurs deux] armées et à réduire les forces militaires dans les régions frontalières* » (article 7). La Chine et la Russie s'engagent également à ne pas rejoindre des unions ou des blocs susceptibles de mettre en cause la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale de l'autre (article 8).

C'est principalement sous l'influence du « facteur américain » que la relation sino-russe est allée au-delà de cette logique d'apaisement pour passer à l'affichage d'une ambition de partenariat stratégique. Cette ambition a été déclarée en avril 1996 lors d'une visite de Boris Eltsine en Chine. A cette occasion, les deux pays posent les termes du « partenariat stratégique pour le 21^{ème} siècle » qu'ils entendent développer. Celui-ci se réfère largement à une volonté partagée de contrebalancer l'hyperpuissance américaine et son unilatéralisme perçu. Avec une intensité croissante à partir du milieu des années 1990², Moscou et Pékin défendent des positions communes sur les événements internationaux qui trahissent, à leurs yeux, les velléités hégémoniques de Washington – de l'élargissement de l'OTAN aux projets américains dans les défenses antimissiles et la militarisation de l'espace, en passant par l'intervention de l'Alliance atlantique au Kosovo. Cette dernière, lue par les deux nations comme une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, mettant en cause son intégrité territoriale, a fait entrevoir à Moscou et Pékin le risque que soit un jour tentée une intervention de même nature sur leur propre territoire, soumis à des tensions séparatistes. Les deux Etats se sont d'ailleurs apporté un soutien politique mutuel sur la Tchétchénie, Taiwan et le Tibet. Les Nations Unies ont constitué un des cadres privilégiés de l'expression de cette

² Cela coïncide avec l'arrivée à la tête de la diplomatie russe, en janvier 1996, d'Evguénii Primakov, le père de la politique de multipolarité de la Russie, une politique reposant officiellement sur la volonté de bâtir des réponses collectives aux défis globaux accentués par la mondialisation, dans un ordre international « démocratique », fondé sur l'égalité des nations, mais dans les faits tournée essentiellement sur l'objectif de nuancer aussi fortement que possible le *leadership* américain.

concertation politique entre les deux nations ; membres permanents du Conseil de sécurité, elles partagent l'objectif stratégique de renforcer l'importance de cette organisation qui leur confère un poids particulier dans les affaires internationales³.

Vladimir Poutine a confirmé ces deux logiques essentielles du développement des relations sino-russes dans l'après-Guerre froide – coordination politique au nom de l'aspiration commune à l'instauration d'un ordre international multipolaire ; pacification définitive des relations au profit de la formation d'un environnement régional stabilisé et d'une mobilisation des ressources propres sur les enjeux respectifs de sécurité (économique, militaire) les plus pressants. Le Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération qu'a signé, le 16 juillet 2001, le président Poutine avec son homologue chinois Jiang Zemin réaffirme l'intention des deux Etats de mener des échanges réguliers et d'accorder leurs positions sur les problèmes importants de la vie internationale, et réitère les objectifs clefs que défendent les deux pays en vue de l'établissement d'une structure mondiale moins déterminée par les politiques américaines. En octobre 2004, à l'occasion de la visite du président Poutine à Pékin, intervenait le règlement des points restés litigieux dans la délimitation de la frontière bilatérale, dans sa section orientale. Dans une interview au cours de laquelle il se félicitait de ce que « *pour la première fois dans l'histoire, chaque centimètre de notre frontière avec la Chine est légalement enregistré* », le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, indiquait qu'il « *était devenu possible de régler le contentieux territorial avec la Chine puisque nous avons atteint le niveau d'un partenariat stratégique réel, accompli* »⁴.

Dans le même temps, le Kremlin, sous l'égide de Vladimir Poutine, a apporté quelques nuances sensibles aux termes du partenariat stratégique avec la Chine. Faisant une priorité de l'objectif de restaurer les relations avec les principales puissances occidentales, Etats-Unis en

³ La solidarité de vues qui y est fréquemment exprimée par les deux pays ne se limite pas aux enjeux relatifs aux Etats-Unis. Chine et Russie défendent avec une même vigueur le principe de l'égalité des Etats les uns par rapport aux autres en tant que participants de la vie internationale, de même que le droit des Etats à choisir leur propre mode de développement ; ils ont affiché des positions similaires sur l'accroissement du danger d'une multiplication des interventions militaires au nom des droits de l'Homme. Par ailleurs, leurs opinions sont proches sur les questions relatives aux inégalités à l'échelle internationale, même si la Chine mobilise ces arguments de manière beaucoup plus intensive que la Russie – besoin de réduire le fossé Nord-Sud, de répartir de manière plus équitable les fruits de la globalisation économique, de développer l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication pour les pays les plus pauvres, d'élargir l'accès de ces pays aux marchés internationaux et de stimuler les investissements internationaux dans leurs secteurs productifs et leurs infrastructures. Les nations industrialisées sont appelées par ailleurs à consentir un effort sur le problème de la dette des pays en développement (voir D. A. Jirnov, « *Vnechnepolititicheskoe sotroudnitchestvo Rossii i Kitaya v kontekste formirovaniia postbipoliarnoi modeli mejdounarodnykh otnochenii* » [La coopération de politique étrangère de la Russie et de la Chine dans le contexte de la formation d'un modèle post-bipolaire des relations internationales], in Alekseï D. Voskressenskii (dir.), *Severo-Vostotchnaïa i Tsentral'naïa Aziia – Dinamika mejdounarodnykh i mejregional'nykh vzaimodeïstviï* [L'Asie nord-orientale et centrale – Dynamique des interactions internationales et inter-régionales], 2004, MGIMO/ROSSMPEN, p. 245 et suiv.).

⁴ « *Russian Foreign Minister Gives TV Interview Focusing on Ties with Neighbours* », BBC Monitoring (source : NTV, Moscou, 14 novembre 2004).

tête, afin d'améliorer les positions politiques et économiques internationales de la Fédération de Russie, le chef de l'Etat russe n'a pas seulement relativisé la présence, dans le langage diplomatique national, du thème de la multipolarité, si central au partenariat sino-russe mais trop connoté « anti-américain ». Il a également procédé à des concessions de taille envers Washington, dont certaines ont manifesté les limites de la coordination stratégique avec la Chine. Il en va ainsi de la décision de Moscou de ne pas s'opposer, à l'automne 2001, au déploiement de troupes américaines dans plusieurs républiques d'Asie centrale ex-soviétique en vue de l'opération *Enduring Freedom*, ou du choix des autorités russes de réagir avec calme à la décision de l'administration Bush de dénoncer unilatéralement le traité ABM (décembre 2001). Dans les deux cas, l'attitude de la Russie laisse à penser que la solidarité avec Pékin est loin d'être absolue lorsque d'autres intérêts propres entrent en ligne de compte. La décision russe de réagir « paisiblement » à la perspective d'une présence militaire américaine en Asie centrale post-soviétique a été ressentie par certains à Pékin comme participant indirectement à une présumée stratégie américaine d'encerclement de la Chine. Quant à la souplesse relative de Moscou sur la question du traité ABM, tranchant avec la fermeté du Kremlin sur ce même dossier pendant la décennie 1990, elle a sérieusement indisposé la partie chinoise, pour laquelle le déploiement des défenses antimissiles américaines pose la question de la crédibilité de son potentiel de dissuasion.

Par ailleurs, dans le cadre de sa « nouvelle » politique étrangère, le président Poutine a aussi cherché à revenir sur certaines des erreurs que la multipolarité « primakovienne » avait engendrées du fait de sa concentration excessive sur l'objectif de faire contrepoids aux Etats-Unis. Ainsi, Moscou se défait de bases militaires censées démontrer à Washington que la Russie demeure un rival stratégique sérieux mais dont en réalité l'utilité stratégique est fort douteuse (Lourdes et Cam Rahn Bay, 2002) ; elle cesse de soutenir ouvertement des régimes « infréquentables », comme elle a pu le faire dans les années 1990 en affichant sa solidarité avec Slobodan Milosevic ou Saddam Hussein. Et, sans doute, elle s'applique à rééquilibrer les relations asymétriques avec la Chine. Le partenariat avec Pékin constituait, sous Eltsine, une pièce maîtresse dans l'arsenal peu étoffé d'une Russie considérablement affaiblie désireuse de tenir tête à Washington (l'on se souviendra, à cet égard, que Moscou ira jusqu'à proposer le développement d'un triangle stratégique Moscou-Pékin-New Delhi, une perspective que rejettera la partie chinoise). Or, Pékin, dynamique économiquement et diplomatiquement, était beaucoup moins en demande que sa voisine russe. En conséquence, cette dernière faisait figure d'élément mineur dans le partenariat stratégique sino-russe, soumis aux aléas du bon vouloir de Pékin. Les opinions critiques à ce sujet ont été nombreuses à s'exprimer dans le débat interne russe. Profitant de la situation plus que délicate de l'industrie de défense russe pour moderniser considérablement son appareil militaire, la Chine n'hésite par ailleurs pas à ne s'acquitter que de manière erratique des obligations contractées au terme des nombreux

accords économiques bilatéraux, soulignent certains commentateurs. La tendance qu'a longtemps eue la Chine à « monnayer » son soutien à la Russie en vue de son entrée dans l'OMC contre des concessions économiques a nourri le camp de ceux qui considèrent que le partenariat stratégique avec la Chine, inégal, risque de transformer la Russie en « vassale » de son voisin chinois⁵. Elle cache mal son intention de conserver une pleine autonomie par rapport à Moscou dans le contexte de ses relations avec Washington, quitte à ne pas tenir ses promesses envers son partenaire russe, dénoncent d'autres analystes moscovites. D'autres encore jugent que Pékin n'a pas toujours joué franc jeu avec la Russie par rapport à certains problèmes de sécurité régionaux sur lesquels cette dernière avait exprimé le désir de jouer un rôle plus important – par exemple le dossier coréen. Certains commentateurs déplorent même la tendance de Pékin à... s'opposer à l'affirmation d'un « ordre multipolaire » en Asie, en clair à s'y poser en puissance régionale dominante.

Les relations de sécurité et de défense : priorité à l'Asie centrale

Si la solidarité entre les partenaires stratégiques russe et chinois a ses fragilités, elle semble forte pour ce qui concerne le problème du renforcement de la stabilité en Asie centrale, auquel les deux parties consacrent conjointement beaucoup d'énergie. Pour les deux, en effet, les défis de sécurité présents dans cette zone – terrorisme, groupes politiques et/ou religieux extrémistes, criminalité transfrontalière, etc. – présentent des risques sérieux en termes d'impact, dans une perspective plus ou moins brève, sur leur propre territoire. Pour cette raison, Moscou et Pékin ont cherché à « exporter » leur expérience bilatérale en matière de développement de mesures de confiance et de délimitation des frontières. C'est dans cette optique qu'elles ont lancé le « Forum de Shanghai » en 1996. Depuis lors, ce forum, devenu organisation (2001), a conforté ses positions. L'Organisation de coopération de Shanghai, rejointe par l'Ouzbékistan en 2001, a redéployé son activité sur les menaces les plus prégnantes dans la zone – terrorisme, extrémisme politique ou religieux, flux migratoires et trafics illicites... Nombre d'experts de part et d'autre, s'appuyant notamment sur l'intérêt manifesté par d'autres pays pour l'Organisation, jugent plausible la perspective de voir cette dernière, qui s'est dotée d'un centre anti-terroriste (basé à Tachkent) et a déjà organisé des exercices multilatéraux simulant des opérations contre-terroristes, se muer à plus ou moins brève échéance en un système de sécurité collective à l'échelle régionale.

C'est principalement ce cadre spécifique qui, jusqu'à aujourd'hui, a mis en présence les appareils militaires et de sécurité russes et chinois, dont les interactions demeurent limitées. En décembre 2004, le ministère russe de la Défense, Sergéï Ivanov, lors de sa visite à Pékin à

⁵ Pour reprendre le terme de Dmitriï Trenine, directeur adjoint du Centre Carnegie de Moscou (« *Refusant de devenir le junior partner des Etats-Unis, la Russie peut se transformer en vassale de la RPC* », in « *Nenadiojnaïa strategiiia* » [Une stratégie infondée], *Pro i Contra*, tome 6, n° 1-2, hiver-printemps 2001, p. 54).

l'occasion de laquelle il fut reçu non seulement par son homologue mais aussi par le président chinois, a annoncé que des manœuvres militaires bilatérales allaient être organisées en août et septembre 2005, en territoire chinois. Cette annonce a été lue comme un signal aux Etats-Unis, à l'heure où l'intervention militaire en Irak a conforté, en Chine comme en Russie, le camp des partisans d'une position plus ferme à l'égard de Washington. La nouvelle ne doit pas pour autant masquer le fait qu'il s'agit du premier exercice militaire bilatéral, que les relations sino-russes en cette matière demeurent limitées, contrastant fortement avec le dynamisme de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la « coopération militaro-technique » (ventes d'armes, transferts de technologies)⁶.

Les deux pays ne sont pas liés par une alliance militaire ou des engagements d'assistance mutuelle en cas d'agression contre l'un des deux ; ces objectifs sont absents du traité d'amitié de 2001, valable pour vingt ans. Ce choix traduit la conscience qu'ont les deux nations de ce qu'une telle initiative serait perçue négativement par nombre d'acteurs, à l'échelle régionale et au-delà ; cela ne correspond pas au désir que partagent Moscou et Pékin de préserver un environnement régional et international stable, condition nécessaire à leur modernisation économique interne. Pour ce qui concerne plus précisément la partie russe, cette prudence peut s'expliquer d'une part par la volonté de se prémunir contre le risque de se trouver entraînée dans un éventuel conflit entre la Chine et Taiwan (et les Etats-Unis), ce qui contrebalance quelque peu la fermeté du soutien affiché par ailleurs par Moscou au principe d'« une seule Chine » ; d'autre part par la persistance d'une préoccupation diffuse quant à l'évolution future des intentions de Pékin à l'égard de la Russie, intentions qui, selon certains, pourraient, à plus ou moins long terme, devenir agressives en conséquence du déséquilibre démographique de part et d'autre de la frontière commune et de l'attrait que peuvent exercer les ressources énergétiques situées dans les régions sibériennes sur une Chine dont la consommation d'hydrocarbures ne cesse de croître.

Bien sûr, cette perspective est évoquée explicitement et considérée avec sérieux davantage dans les régions extrême-orientales et sibériennes de la Fédération de Russie que dans les

⁶ La Chine est devenue, avec l'Inde, l'un des principaux débouchés (le premier pendant plusieurs années) du complexe industriel de défense russe, au point d'être parfois présentée comme un « sauveur » pour les entreprises d'armement russes, qui fournissent à la Chine une gamme étendue de produits et de technologies. Depuis 2000, la Russie a vendu des armes à la Chine pour un montant moyen annuel de 2 milliards de dollars. En 2004, la Chine aurait absorbé à elle seule quelque 40% des exportations d'armement russes (Konstantin Makienko, directeur adjoint du Centre russe d'Analyse sur les stratégies et les technologies, cité in Simon Saradzhyan, « Russia, China Agree to Defense Cooperation », *ISN Security Watch*, 14 December 2004 ; pour de plus amples informations sur la problématique des ventes d'armes russes à la Chine et leurs implications, voir l'ensemble des travaux de Konstantin Makienko, dont, en français, « Les ventes d'armes de la Russie à la Chine. Aspects stratégiques et économiques », *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, n° 1032, 2003).

cercles dirigeants à Moscou⁷. Le discours officiel russe ne présente pas le grand voisin oriental sous ce jour. Toutefois, tant que la Russie continuera à se sentir fragile sur la partie asiatique de son territoire, c'est-à-dire tant que le gouvernement russe n'aura pas conçu une politique de développement de « son Orient » digne de ce nom et déployé les moyens *ad hoc*, un malaise sera toujours perceptible vis-à-vis de la Chine⁸. Ce malaise, bien que sans doute moins « passionnel » à Moscou que du côté des pouvoirs régionaux, partisans de la mise en œuvre de politiques de contrôle strict des flux commerciaux et migratoires à la frontière sino-russe, est nécessairement pris en compte dans les projections de sécurité à long terme de Moscou. Ainsi, la Chine n'a pas totalement disparu des préoccupations des autorités russes, même si ces derniers sont convaincus de ce que les intérêts stratégiques de long terme de Pékin sont concentrés sur Taiwan et la mer de Chine du sud davantage que sur l'Extrême-Orient russe. L'abaissement du seuil d'emploi des armes nucléaires observé dans les documents doctrinaux de la Fédération de Russie au cours de la dernière décennie ne constitue pas seulement une réaction à l'élargissement de l'OTAN dans un contexte d'affaiblissement des forces conventionnelles russes ; il se veut également une possible réponse à une résurgence éventuelle de la « menace chinoise »⁹. Le ministère de la Défense russe, de l'avis de différents interlocuteurs compétents, exercerait des pressions dans le sens d'une certaine « retenue qualitative » dans les choix du gouvernement en matière de ventes d'armes et de technologies militaires à la Chine.

En tout état de cause, si le dynamisme économique de la Chine suscite l'admiration de certains en Russie, pour qui le Kremlin devrait s'inspirer du « modèle chinois » pour ce qui concerne sa stratégie de développement économique, il alimente également les inquiétudes

⁷ Comme le soulignent certains sinologues russes, les sondages d'opinion montrent que « nombreux sont ceux qui, dans l'Extrême-Orient » russe, où « la peur de la Chine est particulièrement forte », « préféreraient travailler avec des Américains, des Japonais voire des Allemands, plutôt qu'avec des Chinois » (Alexander Lukin, « The Chinese Question », *The Moscow Times*, édition électronique, 19 janvier 2005).

⁸ Evoquant ces enjeux, le président Poutine a d'ailleurs déclaré que si la Fédération de Russie ne fournissait pas « un réel effort, même la population indigène russe [des régions extrême-orientales] parlera[it] bientôt principalement japonais, chinois et coréen » (Vladimir V. Poutine, « Vystoupleniie na sovechtchanii 'O perspektivakh razvitiia Dal'nego Vostoka i Zabaikalia », [Discours lors de la conférence sur 'Les perspectives de développement de l'Extrême-Orient et de la Transbaïkalie'], Blagovechtchensk, 21 juillet 2000, accessible sur le site de la présidence russe – http://www.president.kremlin.ru/appears/2000/07/21/0000_type63378_28796.shtml). Nombre d'experts partagent ce point de vue, rappelant que les régions asiatiques constituant les deux tiers du territoire de la Russie, l'absence de stratégie nationale de développement à leur égard constitue une faute lourde de l'Etat. Il en va ainsi de Alekseï Bogatourov, chercheur à l'Institut russe de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), qui regrette, avec d'autres de ses collègues, l'« européano-centrisme » des autorités russes : « par réflexe, nous pensons à notre pays en termes d'Europe, comme si nous ne comprenions pas qu'aujourd'hui, toutes ses richesses (pétrole, gaz, bois, uranium, or et diamants) sont concentrées dans les parties sibériennes et extrême-orientales » et que « le centre géopolitique de la Russie se déplace vers l'est de l'Oural », « un fait économique et politique ... qui doit être compris à temps afin d'opérer des correctifs dans les priorités de nos politiques intérieure et extérieure » (*Nezavisimaïa Gazeta*, 21 juillet 2004).

⁹ Nikolai Sokov, « A New Old Direction in Russia's Nuclear Policy », *Disarmament Diplomacy*, n° 50, septembre 2000 (<http://www.acronym.org.uk/50newold.htm>).

stratégiques et, peut-être, sécuritaires d'au moins une partie des officiels et des experts russes, s'interrogeant sur le mode sur lequel « *la masse économique et le potentiel compétitif à long terme de la Chine seront convertis dans la politique étrangère* » et militaire de Pékin¹⁰.

Partenariat économique : attentes et ambiguïtés russes

Dans le cadre de « l'économisation » croissante de la politique extérieure russe, processus au terme duquel la diplomatie est de manière croissante placée au service du développement économique national et de l'insertion du pays dans la vie économique internationale, la Russie cherche à activer son intégration dans les zones Asie Pacifique et Asie orientale, dont les responsables russes constatent le surcroît de dynamisme au regard de la zone euro-atlantique. Le Kremlin voit, du reste, dans la réalisation de cet objectif une clef essentielle dans sa quête, encore confuse, de stratégies visant à pallier ses défaillances dans les territoires sibériens et extrême-orientaux de la Fédération de Russie. Dans ce contexte, la Chine est un point d'entrée incontournable, compte tenu de son poids politique et économique croissant dans les équilibres asiatiques. Vladimir Poutine, dans ses efforts pour réaménager les rapports Moscou-Pékin dans un sens plus favorable à la Russie, a d'ailleurs évoqué avec une certaine fermeté la nécessité de rendre le niveau de développement des relations économiques sino-russes plus conforme à celui des relations politiques. Sur ce plan, les attentes russes, si elles sont loin d'être pleinement réalisées, sont au moins partiellement satisfaites – les échanges commerciaux ayant enregistré un accroissement notable au cours de ces dernières années, avec un record de 20 milliards de \$ en 2004. En outre, la Russie peut se féliciter du soutien que lui apporte désormais la Chine en vue de son adhésion à l'OMC (un accord en ce sens a été signé en octobre 2004 lors de la visite de Vladimir Poutine à Pékin). Pour autant, les autorités russes ne semblent pas désireuses de confier à la Chine un rôle de premier plan dans leurs stratégies de gestion des enjeux du développement des parties asiatiques du territoire de la Fédération de Russie.

Les choix que feront les autorités russes en matière d'exportation des ressources énergétiques situées dans la partie asiatique du territoire s'inscrivent directement dans cette problématique du développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. Les tergiversations du Kremlin quant à ses options stratégiques en matière d'exportation d'hydrocarbures vers l'Asie semblent elles aussi traduire une volonté de la Russie de relativiser la place du voisin chinois dans les dynamiques régionales qui pourraient se nouer autour du développement de ses territoires asiatiques. L'énergie constitue l'un des domaines dans lesquels se dessine *a priori* une réelle complémentarité entre les intérêts respectifs de Pékin et de Moscou : l'une a des

¹⁰ Alekseï Voskressenskiï, « Vnechniaia politika Rossii v Severo-Vostotchnoi i Tsentral'noi Azii : vyzovy, vozmojnosti i perspektivy » [La politique étrangère de la Russie en Asie nord-orientale et centrale : défis, possibilités et perspectives], in Alekseï D. Voskressenskiï (dir.), *Severo-Vostotchnaïa i Tsentral'naïa Aziia – Dinamika mejdounarodnykh i mejregional'nykh vzaimodeïstviï*, op. cit., p. 6.

besoins croissants en hydrocarbures pour alimenter son essor économique et souhaite, dans ce cadre, diversifier ses approvisionnements ; l'autre dispose de réserves importantes, notamment dans la partie asiatique de son territoire. L'« affaire Youkos » a été ajoutée à la liste des « symptômes » manifestant que les décisions de la Russie à cet égard sont déterminées par des considérations qui vont bien au-delà de l'évidence de cette complémentarité sino-russe. De fait, le sort réservé à Youkos par l'Etat russe a mis en cause non seulement la régularité dans la réalisation des fournitures à la Chine¹¹ mais aussi, sur un plan plus stratégique, des projets énergétiques correspondant aux intérêts de ce pays¹². Un peu plus tôt, en décembre 2002, les entreprises chinoises s'étaient vu interdire la participation à la vente de 75% du capital de Slavneft, ce qui manifestait la réticence de la Russie à accorder à la Chine un accès direct à ses ressources. Le 31 décembre dernier, enfin, le gouvernement russe décidait de privilégier une option d'oléoduc rejoignant la rive russe du Pacifique au détriment du projet initialement considéré (Angarsk-Daqing), plus conforme aux intérêts de la Chine.

Pourtant, des rumeurs font état d'une proposition que les autorités russes auraient faite à la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) d'acquérir jusqu'à 20% du capital de Youganskneftegaz, « confisquée » à Youkos, dont elle était la première filiale de production. Concernant le projet d'oléoduc vers la rive russe du Pacifique (Nakhodka), la partie russe prévoit la possibilité d'un embranchement vers la Chine (sans que soient précisées dates et modalités) ; en outre, la Russie s'est engagée à accroître ses fournitures de brut à la Chine par voie ferroviaire¹³. Les évolutions rapides qui frappent le secteur russe de l'énergie depuis 2003 ne sont sans doute pas étrangères au « chaud et froid » de la politique russe envers la Chine dans ce domaine. Le gouvernement russe cherche peut-être, aussi, à donner des gages aux acteurs économiques japonais, dont il espère qu'ils investiront dans l'économie des territoires sibériens et extrême-orientaux russes en dépit du non-règlement du contentieux des îles Kouriles ; le gouvernement japonais a d'ailleurs envoyé des signaux en ce sens¹⁴. Des causes plus directement rattachées à la nature propre des relations sino-russes ne sont toutefois pas à exclure. La Russie cherche-t-elle ainsi à marquer son autonomie de décision par rapport à Pékin, et à renforcer son poids relatif dans un partenariat à bien des égards asymétrique au profit de la Chine ? L'hypothèse peut paraître crédible, surtout à l'heure où

¹¹ La *China National Petroleum Corporation* (CNPC) a engagé, en 2004, des poursuites contre Youkos, qui a suspendu ses fournitures de brut à la Chine en septembre alors que la CNPC avait payé la Compagnie russe des chemins de fer afin d'éviter des interruptions dans les approvisionnements. Les livraisons n'ont repris pleinement qu'au début de décembre. Youkos devait livrer à la Chine 3,86 millions de tonnes de brut en 2004 ; elle n'en a fourni que 2,85 millions (pour un bilan des relations Chine-Russie dans le domaine de l'énergie en 2004, voir notamment Yu Bin, « End of History? What's Next? », *Comparative Connections – China-Russia Relations*, 4th Quarter, 2004.

¹² En juin 2002, les responsables de Youkos signaient, en présence de Vladimir Poutine, un accord préalable avec la *China National Petroleum Corporation* sur la construction d'un oléoduc Angarsk-Daqing.

¹³ Dix millions de tonnes de brut devaient être livrées à la Chine en 2005, trente millions en 2006, selon les dires du président de la Compagnie russe des chemins de fer (AFP, 22 décembre 2004).

¹⁴ Voir Sergei Blagov, « Moscow's Siberian Pipeline Game », *Asia Times*, 19 July 2004.

l'avantage comparatif dont dispose la Russie en matière d'armement et de technologies militaires pourrait progressivement s'érouler, à mesure de la sophistication croissante attendue des besoins de l'armée chinoise. Moscou jouerait ainsi, dans ses relations avec la Chine comme d'ailleurs avec l'ensemble de ses partenaires étrangers, la carte des ressources énergétiques comme un atout économique à faire fructifier sur le plan politique. Il est sans doute utile, dans ce cadre, de rappeler qu'une partie des arguments utilisés par les détracteurs du projet Angarsk-Daqing portait sur le fait que sa **réalisation** placerait la Chine en situation de client unique pour les hydrocarbures de l'Asie russe, privant la Russie du débouché japonais (et d'autres pays de la zone asiatique) et créant une dépendance paradoxale pour la Russie.

Conclusion

Les ambivalences observées dans le positionnement russe vis-à-vis de la Chine reflètent le trouble que la Russie, élites et populations ensemble, ressentent face à un voisin avec lequel le pays partage une histoire conflictuelle, qui connaît des succès enviables sur le plan économique et diplomatique, et dont la présence physique en territoire asiatique russe inquiète, suscitant parfois des analyses exagérément alarmistes. Les fluctuations parfois sensibles de la politique russe vis-à-vis de Pékin traduisent sans doute également les influences croisées sur les processus décisionnels d'opinions fort diverses sur la ligne à tenir vis-à-vis de la Chine.

Si l'idée est largement partagée que « *La Russie ne peut se permettre de laisser entendre à la Chine qu'elle participe à des tentatives de l'isoler* »¹⁵, les avis sur ce qui sous-tend cette évidence sont eux aussi différents. Tandis que, pour certains, la conséquence pourrait en être un regain d'agressivité de la part de la Chine vis-à-vis d'un voisin russe affaibli sur son flanc oriental, d'autres considèrent que cela constituerait surtout pour Moscou un risque de se priver d'une carte diplomatique extrêmement importante. A l'heure où les choix effectués par Vladimir Poutine en faveur de la coopération avec la communauté euro-atlantique sont plus vigoureusement contestés dans le débat interne, à l'heure où les relations entre Moscou et ses partenaires occidentaux se tendent de nouveau, notamment en conséquence de l'intérêt plus marqué de ces derniers pour l'espace ex-soviétique, le Kremlin pourrait en effet être tenté de jouer de nouveau la « carte chinoise ». Il le fera d'autant plus volontiers que l'Occident, du moins la presse et une partie de la communauté des experts, marque une certaine sensibilité à tout événement témoignant *a priori* de la « connivence » sino-russe, et à ses éventuelles connotations anti-occidentales. Il en est allé ainsi des réactions à l'annonce de la tenue en 2005 des premières manœuvres bilatérales russo-chinoises. Il faut dire que le scénario en

¹⁵ Alekseï Voskressenskiï, « Vnechniaia politika Rossii v Severo-Vostotchnoi i Tsentral'noi Azii : vyzovy, vozmojnosti i perspektivy », op. cit.

prévoit la participation de bombardiers stratégiques... Quant à la rumeur sur la proposition relative à Youganskneftegaz qui aurait été faite à la CNPC, elle pourrait constituer une forme de réponse aux critiques formulées en Europe et aux Etats-Unis sur les modalités de la mise aux enchères de la filiale de Youkos.

Dans le même temps, l'on constate que l'approche russe, dans ce cadre, se veut nuancée. Face au rafraîchissement des relations avec l'Occident, le Kremlin semble vouloir se garder des excès « primakoviens » au terme desquels la Russie, toute à son obsession de limiter l'influence américaine dans les affaires internationales, avait établi avec la Chine des relations contraignantes, déséquilibrées à son détriment et perçues négativement par nombre de pays en Asie. Aujourd'hui, l'importance des relations avec l'Inde ne cesse d'être vantée par les officiels russes ; l'esprit de conciliation et de coopération avec le Japon semble gagner du terrain dans la diplomatie asiatique de la Russie. Ainsi, cette dernière ne paraît pas vouloir revenir sur la volonté manifestée par Vladimir Poutine de faire montre vis-à-vis de Pékin d'une certaine autonomie dans le jeu international, et de pallier les asymétries entre les deux acteurs – volonté traduite par une préférence résolue pour la « multivectorialité » dans la politique asiatique, qu'il s'agisse de l'affichage de solidarités politiques à l'échelle régionale, des choix relatifs aux partenariats à établir pour promouvoir la stratégie russe de développement des territoires sibériens et extrême-orientaux ou de la stratégie d'exportation et d'exploitation des ressources énergétiques russes.

Un facteur de cette prudence pourrait résider dans les préoccupations que Moscou nourrit peut-être à l'égard de l'évolution possible des ambitions chinoises en Asie centrale ex-soviétique. Ces préoccupations, si elles existent, sont sans doute moins aiguës, en l'état actuel des choses, que celles suscitées par l'affirmation de la présence des Etats-Unis dans cette même zone. Toutefois, certaines déclarations laissent entendre que le dynamisme de la politique chinoise dans la région froisse également au moins une partie de l'élite dirigeante russe. Ainsi, Viatcheslav Troubnikov, alors premier vice-ministre des Affaires étrangères, affirmait au printemps 2004 que la présence de puissances extra-régionales (*vneregional'nye*) dans la CEI, « *sphère d'intérêts vitaux* » et « *priorité* » de la Russie, ne saurait satisfaire Moscou, « *qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la Chine* »¹⁶. Ce point de vue est-il marginal, isolé dans le débat interne russe ? Ou traduit-il une perception plus répandue que Pékin, l'élément le plus actif au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai, dont le secrétariat est basé à Pékin, pourrait à terme s'avérer un autre rival sérieux pour l'influence russe dans la zone ? Dans ce contexte fluide, plusieurs questions peuvent être posées : les efforts fournis par Moscou pour renforcer sa présence militaire en Asie centrale et pour

¹⁶ « Est' predel ustupkam Moskvu » [Les concessions de Moscou ont des limites], *Nezavisimaïa Gazeta*, 12 mai 2004. Viatcheslav Troubnikov a été le patron des services de renseignement extérieur.

étoffer les activités de l'Organisation du Traité de sécurité collective de la CEI dans cette région visent-ils à démontrer la solidité des positions russes dans la zone uniquement aux Etats-Unis ou s'adressent-ils également à Pékin ? Les « tergiversations énergétiques » du Kremlin vis-à-vis de la Chine sont-elles totalement dissociées de l'affirmation des intérêts économiques chinois dans des projets énergétiques dans la région de la Caspienne ? Enfin, la nomination, en juillet 2004, de Viatcheslav Troubnikov au poste d'ambassadeur de la Fédération de Russie à New Dehli constitue-t-elle, comme beaucoup de commentateurs russes l'ont avancé, une forme de disgrâce ou signale-t-elle la volonté du Kremlin de s'appuyer sur d'autres acteurs de poids à l'échelle régionale pour endiguer les éventuelles aspirations de Pékin à développer son influence en Asie centrale post-soviétique ?

En tout état de cause, la Russie entend clairement se ménager la marge de manœuvre la plus importante possible face à une Chine dont elle redoute l'imprévisibilité, ce qu'accroît la difficulté qu'il y a à mesurer la portée de l'actuelle montée en puissance de l'acteur chinois.